

Recherches sociographiques



Robert CHOQUETTE, *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*

Ruby Heap

Volume 29, Number 2-3, 1988

Le monde rural

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056393ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056393ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Heap, R. (1988). Review of [Robert CHOQUETTE, *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*]. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 495–498.
<https://doi.org/10.7202/056393ar>

Robert CHOQUETTE, *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987, 282p.

Après *Langue et religion* (1977) et *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle* (1980), voici que Robert Choquette nous présente le troisième volet d'une trilogie consacrée à l'Église catholique franco-ontarienne et aux conflits anglo-français en Ontario. L'auteur, qui est professeur au Département des sciences religieuses à l'Université d'Ottawa, désire cette fois illustrer le «développement de l'identité collective franco-ontarienne» dans le cadre des crises scolaires et ethnolinguistiques qui ont déchiré la province dans la première moitié du XX^e siècle. Le titre de l'ouvrage résume clairement la thèse : à mesure qu'ils ont pris conscience de leurs droits collectifs, menacés par une majorité anglophone de plus en plus hostile, les Franco-Ontariens se sont servis de la foi catholique pour assurer la survie de leur langue, car en définitive, insiste l'auteur, «c'est cette dernière qui a le plus d'importance».

L'ouvrage se divise en trois parties. La première traite de l'expansion territoriale de l'Église catholique et de l'évolution de son leadership à l'échelle de l'Ontario au cours de la période étudiée. La deuxième examine les conflits scolaires au sein desquels s'est forgée l'identité collective franco-ontarienne et dont l'enjeu essentiel est le bilinguisme, tant à l'école primaire qu'à l'école secondaire et à l'Université d'Ottawa. Enfin, la dernière partie trace le profil des principaux chefs de «la cause» des droits du français en Ontario. Une attention particulière est accordée à l'Ordre de Jacques-Cartier que Choquette veut faire connaître «sous son vrai visage». L'auteur fait ample usage d'une riche documentation tirée de fonds d'archives auxquels il a eu accès, dont ceux de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (A.C.F.E.O.), du diocèse d'Ottawa et des Commandeurs de l'Ordre de Jacques-Cartier. Inévitablement, l'ouvrage aborde des questions (la bataille autour du règlement 17, par exemple) qui ont déjà été examinées dans les deux précédents ; aussi l'auteur y renvoie-t-il fréquemment le lecteur, ce qui risque d'embêter qui ne les a pas parcourus.

Même si *La foi gardienne de la langue* couvre les années 1900 à 1950, Choquette effectue plusieurs incursions dans le XIX^e siècle afin de nous rappeler que les crises scolaires et ethnolinguistiques qui éclatent durant la période étudiée y plongent leurs racines. C'est à partir des années 1880 que le gouvernement ontarien, persuadé que le caractère anglo-protestant de la province est menacé par l'«invasion» des catholiques francophones en provenance du Québec (la proportion de francophones en Ontario passe de 4,65% en 1871 à 8,02% en 1911), adopte une série de règlements restrictifs à l'égard du français dans le but de transformer l'école ontarienne en un instrument efficace d'assimilation. Les Franco-Ontariens résistent en désertant l'école publique qu'ils préféreraient clairement jusque-là, et en se réfugiant dans l'école séparée catholique. Ils sont encouragés dans cette voie par l'épiscopat catholique francophone, avant tout par l'évêque d'Ottawa, M^{re} J.-T. Duhamel, qui érige l'école séparée en une gardienne de la langue autant que de la foi.

La lutte pour les droits du français en Ontario est donc entamée lorsque s'ouvre le XX^e siècle. Comme dans les ouvrages précédents, Choquette présente les Irlandais catholiques, minoritaires au sein de l'Église mais parlant la langue de la majorité, comme les adversaires les plus redoutables des Franco-Ontariens dont ils souhaitent l'anglicisation, avant tout par le biais de l'école. On connaît l'hypothèse avancée par l'auteur pour

expliquer l'intensité des luttes fratricides que se livrent les deux groupes au sein de l'Église, des Conseils des écoles séparées et de l'Université d'Ottawa : les Franco-Ontariens et les Irlandais catholiques partagent une situation de minoritaires ainsi qu'un sentiment de « peuple opprimé ». Aussi chaque camp cherche-t-il à contrôler l'Église et l'école afin d'assurer sa survivance culturelle et linguistique. Chez l'épiscopat de langue anglaise, souligne Choquette, les Fallon, de London, et les Scollard et Dignan, de Sault-Sainte-Marie, champions de l'unilinguisme, sont d'origine irlandaise, alors que les plus conciliants, tels que les archevêques McNeil de Toronto et Gauthier d'Ottawa ne le sont pas. À partir de 1899, le camp irlandais s'appuiera avec succès sur la Délégation apostolique permanente établie à Ottawa ; le représentant du Saint-Siège cherche en effet à appliquer une politique qui se veut juste, mais qui encourage en réalité l'anglicisation des fidèles franco-ontariens, comme le démontrent diverses nominations épiscopales dans des diocèses de l'Ontario au début du siècle. Malgré tout, conclut Choquette, la majorité des prélats anglophones de l'Ontario n'ont pas « fait preuve de fanatisme » dans le dossier brûlant des droits du français, attitude qui amènera l'ouverture d'esprit de leur Église après 1960.

Entre-temps, c'est sur le terrain de l'école que les Franco-Ontariens mènent leur principale bataille dans la première moitié du XX^e siècle. Elle se livre au sujet du célèbre règlement 17, adopté en 1912 par le gouvernement conservateur de James Whitney. Cette mesure restreignait l'usage du français dans les écoles bilingues de l'Ontario dans le but, souligne l'auteur, « de le faire disparaître ». Le conflit dure plus de quinze ans, avant qu'il ne se résorbe en faveur des Franco-Ontariens. En 1927, le Premier ministre conservateur, G. Howard Ferguson, qui est également ministre de l'éducation, décide à la surprise de tous d'apporter au règlement 17 une série de modifications autorisant le bilinguisme pour toute la durée du cours élémentaire ; un programme, des manuels, des examens et des inspecteurs bilingues ; et enfin, une école de formation pour les enseignants bilingues. Forts de cette victoire, les chefs de « la cause » s'emploient dès lors à consolider les écoles élémentaires bilingues à travers l'Ontario.

La lutte s'engage alors sur un autre front : celui de l'école secondaire, dont l'importance s'accroît en Ontario au cours des premières décennies du XX^e siècle. Cette fois, le gouvernement ontarien se montre nettement plus intransigeant. Il légifère de façon à interdire aux Franco-Ontariens le droit d'établir des écoles secondaires dans le réseau des écoles séparées, alors qu'il les taxe pour le soutien d'écoles secondaires non confessionnelles. Les chefs de « la cause » en appellent en vain aux tribunaux, y compris au Conseil privé de Londres qui confirme le gouvernement dans ses droits. Afin de détourner la jeunesse franco-ontarienne du *high school* public, ils érigent alors un réseau d'écoles secondaires catholiques privées, qui se maintiendra jusqu'à ce que le gouvernement provincial autorise la création de polyvalentes françaises publiques en 1968. Ces maisons d'enseignement étaient dirigées presque sans exception par des communautés religieuses, ce qui renforçait le contrôle de l'Église sur la formation scolaire des Franco-Ontariens. L'auteur ne fournit malheureusement pas de données précises sur leur nombre, leur personnel et leur clientèle, ce qui permettrait d'en mesurer l'importance. Jusqu'à quel point réussirent-elles à détourner les Franco-Ontariens du *high school*, une école publique dont le programme et le diplôme étaient approuvés officiellement par le ministère de l'Éducation ? Que l'Académie La Salle d'Ottawa, dirigée par les Frères des Écoles chrétiennes, ait décidé, dès 1926, d'aligner son programme sur celui du Ministère suggère que la concurrence du *high school* était bien réelle.

La décision des Frères fut interprétée par contre comme un geste de trahison de la part des dirigeants du Conseil des écoles séparées d'Ottawa, qui s'empressèrent d'organiser un cours rival à l'Université d'Ottawa. Leur action renvoie à l'un des thèmes principaux de l'ouvrage à savoir: les tensions plus ou moins fortes qui règnent au sein de la collectivité franco-ontarienne au sujet de la lutte pour les droits du français. Ainsi, les adoucissements apportés au règlement 17 et l'éclatement de la crise économique persuadent bon nombre de Franco-Ontariens que l'heure est maintenant à la conciliation et à la bonne entente avec les anglophones. Des combattants de la première heure tels que le sénateur N.-A. Belcourt et l'oblat Charles Charlebois se voient alors écartés du leadership de l'A.C.F.E.O. et du Conseil des écoles séparées d'Ottawa. Mais l'ouvrage laisse aussi croire qu'une résistance particulièrement tenace provenait de parents qui préféreraient envoyer leurs enfants à l'école publique, moins coûteuse et offrant, estimaient-ils, un enseignement de meilleure qualité. La situation deviendra alarmante à Ottawa où le nombre de catholiques, qui sont contribuables des écoles publiques, passe de 262 en 1913 à 2 500 en 1950. À la demande du Conseil des écoles séparées, les archevêques du diocèse tenteront, sans grand succès, de ramener ces «âmes perdues» dans le bercail de l'école séparée, M^{re} Forbes allant jusqu'à leur refuser les sacrements en 1929.

Pour sa part, Robert Choquette exprime franchement sa sympathie pour les chefs de «la cause» et pour la ténacité dont ils ont fait preuve. Au début du siècle, ceux-ci sont avant tout des clercs. Le vieux guerrier, M^{re} Duhamel, qui a érigé son diocèse en un château fort des Franco-Ontariens, décède en 1909, mais E.-A. Latulipe, premier évêque de Haileybury, et Joseph Hallé, premier titulaire du diocèse de Hearst, lui succèdent dignement en poursuivant la lutte dans le Nord-Est de l'Ontario. Par ailleurs, à l'Université d'Ottawa, les Oblats francophones doivent affronter leurs homologues anglophones, Irlandais pour la plupart, qui veulent en faire une institution unilingue anglaise. Cette querelle aboutira à la création, en 1926, d'une corporation anglophone distincte, les English Oblates of Eastern Canada, et, trois ans plus tard, du Collège Saint-Patrick, affilié à l'Université d'Ottawa. Choquette abonde avec les dirigeants de l'Université qui, en 1964, dans leur mémoire à la Commission royale d'enquêtes sur le bilinguisme et le biculturalisme, déclaraient que celle-là, «comme institution bilingue», a été «à peu près exclusivement l'œuvre de Canadiens français».

À cette époque, l'oblat Charles Charlebois, curé-fondateur de la paroisse Sainte-Famille d'Ottawa, membre de l'A.C.F.E.O., directeur du *Droit* de sa fondation en 1913 jusqu'en 1930, s'affirme comme l'un des défenseurs les plus téméraires de «la cause». Pendant un quart de siècle, souligne l'auteur, il sera «la cheville ouvrière de la résistance franco-ontarienne». Cependant, la bataille du règlement 17 entraîne l'émergence d'un leadership laïc qui va graduellement prendre la relève. Au début du siècle, la principale tête d'affiche est le premier président de l'A.C.F.E.O., N.-A. Belcourt. Avocat, homme politique, propriétaire du *Temps* d'Ottawa, ami de Wilfrid Laurier, Belcourt est, à l'instar de ce dernier, un conciliateur. Il se mérite la confiance des leaders protestants, et celle des évêques canadiens-français et des promoteurs québécois de la «cause», dont l'abbé Lionel Groulx. Belcourt prêche la vocation bilingue du Canada et une meilleure connaissance réciproque entre Canadiens français et Canadiens anglais. Il invoque à cet effet la fameuse théorie du «pacte» fédéral qui consacre, déclare-t-il, «l'égalité des deux races fondatrices». À vrai dire, observe Choquette, Belcourt est, comme tous les Franco-Ontariens, «fédéraliste par nécessité», estimant que le bilinguisme est une condition

essentielle de leur survivance. Mais il est aussi persuadé que la lutte qu'il a engagée est bénie par Dieu, ce qui renforce sa détermination à la voir triompher.

Cette conviction, de même que la croyance en un Canada bilingue, habitent également les dirigeants de l'Ordre de Jacques-Cartier, société secrète fondée à Ottawa en 1926 dans le but de promouvoir les intérêts du Canada français. L'auteur rappelle que cette fondation « doit se comprendre dans le contexte des seize années de luttes ecclésiastique et scolaire menées par les Franco-Ontariens depuis 1910 ». Malgré son implantation dans tous les coins du Canada français et l'influence considérable qu'il exerce au Québec, l'Ordre se préoccupe tout particulièrement de la situation franco-ontarienne. Soutenu par l'épiscopat et le clergé, il constituera en fait pendant plus de quarante ans le lieu de ralliement et de concertation des chefs de « la cause » qui, après des années de guerre ouverte, ont jugé préférable de se réfugier dans « le maquis ». Cette fois, c'est le sentiment autonomiste québécois, déjà perceptible dans les rangs de l'Ordre au cours des années 40, qui va se heurter à leur vision d'un Canada bilingue. Le dénouement aura lieu en 1965 avec le rejet, par les dirigeants de l'Ordre, de l'option indépendantiste dont Marcel Chaput est alors le promoteur le plus acharné. C'en était fait de l'Ordre qui ne survivra pas à cette lutte intestine, témoignant de l'effritement de l'ancien nationalisme qui avait jadis rallié les élites québécoises et les leaders franco-ontariens dans la défense du « peuple canadien-français ».

À l'heure où des pressions s'exercent en faveur de la reconnaissance officielle du français en Ontario, le dernier ouvrage de Robert Choquette fournit un éclairage essentiel sur les luttes antérieures qui ont été menées dans ce sens. Le seul reproche qu'on puisse adresser à l'auteur est de ne pas avoir tenu suffisamment compte de la position de la majorité anglo-protestante qui détient, après tout, le pouvoir politique dans cette province. Ainsi, les raisons qui ont amené le Premier ministre Ferguson à adoucir le règlement 17 sont rapidement esquissées (le ralentissement du taux d'augmentation de la population francophone constitue-t-il l'unique facteur d'explication ?), alors que celles qui ont dicté pendant longtemps l'intransigeance du gouvernement à l'égard de l'école secondaire française demeurent obscures. Une analyse plus poussée aurait permis, il me semble, de mieux apprécier l'attitude des différentes factions au sein de la collectivité franco-ontarienne, de même que celle des Irlandais catholiques qui l'ont si farouchement combattue.

Ruby HEAP

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Susan MANN-TROFIMENKOFF, *Visions nationales*, Saint-Laurent, Trécarré 1986, 455p.

On doit à Susan Mann-Trofimenkoff, la première histoire du Québec, de langue anglaise et en un seul volume, à paraître depuis les années 1950. À sa façon, *The Dream of Nation* a joué auprès de la clientèle anglophone le même rôle que l'*Histoire du Québec*